

GPS AVOCATS
Maître Florence SERPEGINI
Avocate
62 avenue Sadi Carnot
26000 VALENCE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VALENCE

REPUBLIQUE FRANCAISE AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

VENTE SUR LICITATION

Suivant un jugement du 6 décembre 2022 rendu par le Tribunal judiciaire de VALENCE signifié le 14/03/2023, confirmé par un arrêt rendu par la Cour d'Appel de Grenoble 13 novembre 2024, définitif suivant certificat de non pourvoi n° 2025-10901 du 7 juillet 2025 établi aux vues des actes d'acquiescement régularisés par toutes les parties.

A LA REQUETE DE :

Madame Caroline Sylvie CABANE, née le 25 février 1970 à MONTELIMAR 26 de nationalité française, domiciliée 26 rue Raymond Crozier, Les Clées, 26200 MONTELIMAR (France) propriétaire indivis à concurrence d'1/12ème de la pleine propriété.

Monsieur Guillaume Jean Aimé CABANE, né le 10 avril 1976 à MONTELIMAR 26, de nationalité française, domicilié Chemin de la Margerie Villa Marica 26200 MONTELIMAR (France), propriétaire indivis à concurrence d'1/12ème de la pleine propriété.

Madame Françoise Nicole ESPIC née MARITON le 31 octobre 1944 à LA BEGUDE DE MAZENC, de nationalité française, représentée par M. Gilles ESPIC et Mme Muriel ESPIC selon mandat de protection future reçu par Me DENARIE notaire à MONTELIMAR le 27 décembre 2016, domiciliée route de SAINT PAUL 26780 CHATEAUNEUF-DU-RHONE (France) propriétaire indivise à concurrence de 2/12ème de la pleine propriété.

Madame Giselle Annie MARITON le 25 septembre 1953 à MONTELIMAR 26, de nationalité française, épouse de monsieur Lionel Jean LIECHTI, mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et

suivants du code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Pierre DUMAS, notaire à MONTELMAR (26) le 25 novembre 1975 préalablement à l'union célébrée le 28 novembre 1975, domiciliée chemin de la Vachère 26200 ANCONNE (France), propriétaire indivis à concurrence de 2/12ème de la pleine propriété.

Monsieur Christian Roger MARITON, né le 30 août 1949 à MONTELMAR 26, de nationalité française, époux de madame Hélène SAUNIE, marié sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de MOUSSAN (11120) le 26 décembre 1970, ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis, domicilié L'Homme d'Armes 26740 SAVASSE (France), propriétaire indivis à concurrence de 2/12ème de la pleine propriété.

Monsieur Jean-Claude MARITON, né le 25 septembre 1953 à MONTELMAR 26, de nationalité française, époux de madame Anne-Marie PEYRIN, marié sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage, préalable à son union célébrée à la mairie de CHATEAUNEUF-DU-RHONE (26780) le 4 janvier 1975, ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis, domicilié Le Serre 26740 MONTBOUCHER-SUR-JABRON (France), propriétaire indivis à concurrence de 2/12ème de la pleine propriété.

CONTRE :

Monsieur Roland André MARITON, né le 23 juillet 1946 à CHAMPAGNIER, retraité, époux de Madame Colette Marie-Louise Ida Marine CHAUSSY, marié sous le régime de la communauté de biens réduites aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de MONTELMAR le 11 juin 1966, demeurant à chemin Margerie Plateau de Gery 26200 MONTELMAR, propriétaire indivis à concurrence de 2/12ème de la pleine propriété.

EN TROIS LOTS

LOT N° 1 :

Un bien immobilier dépendant de l'indivision situé sur la commune de LA BEGUDE DE MAZENC (26160), quartier de la Grande Tuilerie et Manotière, une maison à usage d'habitation avec terrain autour cadastrée section ZK n° 410 pour une contenance de 44 a 19 ca, provenant de la division d'une parcelle cadastrée section ZK n° 102 selon document d'arpentage dressé par Monsieur Rémy ALQUIER, géomètre expert, le 19 novembre 2019 sous le numéro 911 S, ladite parcelle appartenant à l'indivision selon attestation de propriété de Maître Régis

GARDEN, notaire à Montélimar, du 28 novembre 2006, publié le 19 décembre 2006, vol. 2006P n° 8318 et attestation rectificative du 23 février publié le 12 mars 2012, vol. 2012P, n° 2095

SUR LA MISE A PRIX DE : 130 000,00 € (cent trente mille euros)

Avec en cas de carence d'enchères, faculté de baisse d'un quart puis d'un tiers
séance tenante, sans nouvelle publicité
outre les charges et conditions de la vente.

LOT N° 2 :

Un bien immobilier dépendant de l'indivision situé sur la commune de LA BEGUDE DE MAZENC (26160), quartier la Grande Tuilerie et Manotière, une parcelle de terrain cadastrée cette section ZK n° 411 pour une contenance de 1 ha 38 a 61 ca, provenant de la division d'une parcelle cadastrée section ZK n° 102 selon document d'arpentage dressé par Monsieur Rémy ALQUIER, géomètre expert, le 19 novembre 2019 sous le numéro 911 S, ladite parcelle appartenant à l'indivision selon attestation de propriété de Maître Régis GARDEN, notaire à Montélimar, du 28 novembre 2006, publié le 19 décembre 2006 vol. 2006P n° 8318 et attestation rectificative du 23 février publié le 12 mars 2012, vol. 2012P n° 2095

SUR LA MISE A PRIX DE : 15 000,00 € (quinze mille euros)

Avec en cas de carence d'enchères, faculté de baisse d'un quart puis d'un tiers
séance tenante, sans nouvelle publicité
outre les charges et conditions de la vente.

LOT N°3 :

Un bien immobilier dépendant de l'indivision situé sur la commune de LA BEGUDE DE MAZENC (26160), Paucière et Perlone, une parcelle de terre de 41 a 60 ca cadastrée section ZH n° 53, appartenant à l'indivision selon attestation de propriété de Maître Régis GARDEN, notaire à Montélimar, le 28 novembre 2006 publié le 19 décembre 2006, vol. 2006P numéro 8318

SUR LA MISE A PRIX DE : 4 000,00 € (quatre mille euros)

Avec en cas de carence d'enchères, faculté de baisse d'un quart puis d'un tiers
séance tenante, sans nouvelle publicité
outre les charges et conditions de la vente.

ADJUDICATION FIXEE AU :

JEUDI 19 MARS 2026 à 10 heures

CAHIER DES CHARGES ET CONDITIONS DE VENTE

Clauses et conditions auxquelles seront adjugés à l'audience des criées du
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VALENCE 26000, séant au Palais de Justice de ladite
ville, sur licitation, au plus offrant et dernier enchérisseur, les biens dont la
désignation suit :

EN TROIS LOTS**LOT N° 1 :**

Un bien immobilier dépendant de l'indivision situé sur la commune de LA
BEGUDE DE MAZENC (26160), quartier de la Grande Tuilerie et Manotière, une
maison à usage d'habitation avec terrain autour cadastrée section ZK n° 410 pour
une contenance de 44 a 19 ca, provenant de la division d'une parcelle cadastrée
section ZK n° 102 selon document d'arpentage dressé par Monsieur Rémy
ALQUIER, géomètre expert, le 19 novembre 2019 sous le numéro 911 S, ladite
parcelle appartenant à l'indivision selon attestation de propriété de Maître Régis
GARDEN, notaire à Montélimar, du 28 novembre 2006, publié le 19 décembre
2006, vol. 2006P n° 8318 et attestation rectificative du 23 février publié le 12 mars
2012, vol. 2012P, n° 2095

LOT N° 2 :

Un bien immobilier dépendant de l'indivision situé sur la commune de LA BEGUDE DE MAZENC (26160), quartier la Grande Tuilerie et Manotière, une parcelle de terrain cadastrée cette section ZK n° 411 pour une contenance de 1 ha 38 a 61 ca, provenant de la division d'une parcelle cadastrée section ZK n° 102 selon document d'arpentage dressé par Monsieur Rémy ALQUIER, géomètre expert, le 19 novembre 2019 sous le numéro 911 S, ladite parcelle appartenant à l'indivision selon attestation de propriété de Maître Régis GARDEN, notaire à Montélimar, du 28 novembre 2006, publié le 19 décembre 2006 vol. 2006P n° 8318 et attestation rectificative du 23 février publié le 12 mars 2012, vol. 2012P n° 2095

LOT N°3 :

Un bien immobilier dépendant de l'indivision situé sur la commune de LA BEGUDE DE MAZENC (26160), Paucière et Perlone, une parcelle de terre de 41 a 60 ca cadastrée section ZH n° 53, appartenant à l'indivision selon attestation de propriété de Maître Régis GARDEN, notaire à Montélimar, le 28 novembre 2006 publié le 19 décembre 2006, vol. 2006P numéro 8318

Aux requête, poursuites et diligences de :

Madame Caroline Sylvie CABANE, née le 25 février 1970 à MONTELMAR 26 de nationalité française, domiciliée 26 rue Raymond Crozier, Les Clées, 26200 MONTELMAR (France) propriétaire indivis à concurrence d'1/12ème de la pleine propriété.

Monsieur Guillaume Jean Aimé CABANE, né le 10 avril 1976 à MONTELMAR 26, de nationalité française, domicilié Chemin de la Margerie Villa Marica 26200 MONTELMAR (France), propriétaire indivis à concurrence d'1/12ème de la pleine propriété.

Madame Françoise Nicole ESPIC née MARITON le 31 octobre 1944 à LA BEGUDE DE MAZENC, de nationalité française, représentée par M. Gilles ESPIC et Mme Muriel ESPIC selon mandat de protection future reçu par Me DENARIE notaire à MONTELMAR le 27 décembre 2016, domiciliée route de SAINT PAUL 26780 CHATEAUNEUF-DU-RHONE (France) propriétaire indivise à concurrence de 2/12ème de la pleine propriété.

Madame Giselle Annie LIECHTI née MARITON le 25 septembre 1953 à MONTELIMAR 26, de nationalité française, épouse de monsieur Lionel Jean LIECHTI, mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Pierre DUMAS, notaire à MONTELIMAR (26) le 25 novembre 1975 préalablement à l'union célébrée le 28 novembre 1975, domiciliée chemin de la Vachère 26200 ANCONE (France), propriétaire indivis à concurrence de 2/12ème de la pleine propriété.

Monsieur Christian Roger MARITON, né le 30 août 1949 à MONTELIMAR 26, de nationalité française, époux de madame Hélène SAUNIE, marié sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de MOUSSAN (11120) le 26 décembre 1970, ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis, domicilié L'Homme d'Armes 26740 SAVASSE (France) propriétaire indivis à concurrence de 2/12ème de la pleine propriété.

Monsieur Jean-Claude MARITON, né le 25 septembre 1953 à MONTELIMAR 26, de nationalité française, époux de madame Anne-Marie PEYRIN, marié sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage, préalable à son union célébrée à la mairie de CHATEAUNEUF-DU-RHONE (26780) le 4 janvier 1975, ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis, domicilié Le Serre 26740 MONTBOUCHER-SUR-JABRON (France), propriétaire indivis à concurrence de 2/12ème de la pleine propriété.

Ayant pour Avocat, **Maître SERPEGINI Florence**, avocat au barreau de la DROME, y demeurant 62 avenue Sadi Carnot 26000 VALENCE laquelle se constitue à l'effet d'occuper sur la présente poursuite de vente sur licitation et ses suites.

Sur la tête et à l'encontre de :

Monsieur Roland André MARITON, né le 23 juillet 1946 à CHAMPAGNIER retraité, époux de Madame Colette Marie Louise Ida CHAUSSY, marié sous le régime de la communauté de biens réduites aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de MONTELIMAR le 11 juin 1966, demeurant à chemin Margerie Plateau de Gery 26200 MONTELIMAR, propriétaire indivis à concurrence de 2/12ème de la pleine propriété

En exécution d'un jugement rendu le 6 décembre 2022 par le Tribunal judiciaire de VALENCE sous le N° RG 20/03078, signifié le 14 mars 2023, confirmé par un arrêt rendu par la Cour d'Appel de GRENOBLE en date du 13/11/2024, acquiescé par monsieur CABANE Guillaume le 30 novembre 2024, par madame CABANE Caroline le 09/12/2024, par monsieur MARITON Roland le 17/12/2024, par madame Françoise veuve ESPIC née MARITON le 29/11/2024, par monsieur

MARITON Christian le 30/11/2024, par madame Giselle LIECHTI le 30 /11/2024 et par monsieur MARITON Jean-Claude le 1/12/2024, arrêt définitif en l'état du certificat de non pourvoi délivré le 7 juillet 2025, et dont le dispositif est le suivant :

JUGEMENT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VALENCE

« **PAR CES MOTIFS** »

Le tribunal judiciaire, statuant publiquement, contradictoirement, par jugement susceptible d'appel, et mis à disposition au greffe,

Ordonne la vente sur licitation aux enchères publiques à la barre du tribunal judiciaire de VALENCE :

** du bien immobilier dépendant de l'indivision existant entre Madame Françoise MARITON, représentée par Monsieur Gilles ESPIC et Madame Muriel ESPIC, suivant mandat de protection future reçu par Maître Henri DENARIE, notaire à Montélimar, le 27 décembre 2016, Monsieur Christian MARITON époux SAUNIE, Madame Gisèle MARITON épouse LIECHTI, Monsieur Jean-Claude MARITON époux PEYRN, Madame Caroline CABANE, par représentation de sa mère, Madame Monique MARITON, décédée le 12 mai 2005, et Monsieur Guillaume CABANE, par représentation de sa mère, Madame Monique MARITON, décédée le 12 mai 2005, et Monsieur Roland MARITON, situé sur la commune de LA BEGUDE DE MAZENC (26160), quartier de la Grande Tuilerie et Manotière, une maison à usage d'habitation avec terrain autour cadastrée section ZK n° 410 pour une contenance de 44 a 19 ca, provenant de la division d'une parcelle cadastrée section ZK n° 102 selon document d'arpentage dressé par Monsieur Rémy ALQUIER, géomètre expert, le 19 novembre 2019 sous le numéro 91 IS, ladite parcelle appartenant à .l'indivision selon attestation de propriété de Maître Régis GARDEN, notaire à Montélimar, du 28 novembre 2006, publié le 19 décembre 2006, vol. 2006P, n° 8318 et attestation rectificative du 23 février publié le 12 mars 2012, vol. 2012P, n° 2095,*

sur la mise à prix de 130.000 euros, avec, en cas de carence d'enchères, faculté de baisse d'un quart puis d'un tiers, séance tenante, sans nouvelles publicité,

du bien immobilier dépendant de l'indivision existant entre Madame Françoise MARITON, représentée par Monsieur Gilles ESPIC et Madame Muriel ESPIC,

suivant mandat de protection future reçu par Maître Henri DENARIE, notaire à Montélimar, le 27 décembre 2016, Monsieur Christian MARITON époux SAUNE, Madame Gisèle MARITON épouse LIECHTI, Monsieur Jean-Claude MARITON époux PEYRIN, Madame Caroline CABANE, par représentation de sa mère, Madame Monique MARITON, décédée le 12 mai 2005, et Monsieur Guillaume CABANE, par représentation de sa mère, Madame Monique MARITON, décédée le 12 mai 2005, et Monsieur Roland MARITON, situé sur la commune de LA BEGUDE DE MAZENC (26160), quartier la Grande Tuilerie et Manotière, une parcelle de terrain cadastrée cette section ZK n° 411 pour une contenance de 1 ha 38 a 61 ca, provenant de la division d'une parcelle cadastrée section ZK n° 102 selon document d'arpentage dressé par Monsieur Rémy ALQUIER, géomètre expert, le 19 novembre 2019 sous le numéro 91 IS, ladite parcelle appartenant à l'indivision selon attestation de propriété de Maître Régis GARDEN, notaire à Montélimar, du 28 novembre 2006, publié le 19 décembre 2006; vol. 2006P, n° 8318 et attestation rectificative du 23 février publié le 12 mars 2012, vol. 2012P, n° 2095,

sur la mise à prix de 15.000 euros, avec, en cas de carence d'enchères, faculté de baisse d'un quart puis d'un tiers, séance tenante, sans nouvelles publicité,

du bien immobilier dépendant de l'indivision existant entre Madame Françoise MARITON, représentée par Monsieur Gilles ESPIC et Madame Muriel ESPIC, suivant mandat de protection future reçu par Maître Henri DENARIE, notaire à Montélimar, le 27 décembre 2016, Monsieur Christian MARITON époux SAUNIE, Madame Gisèle MARITON épouse LIECHTI, Monsieur Jean-Claude MARITON époux PEYRN, Madame Caroline CABANE, par représentation de sa mère, Madame Monique MARITON, décédée le 12 mai 2005, et Monsieur Guillaume CABANE, par représentation de sa mère, Madame Monique MARITON, décédée le 12 mai 2005, et Monsieur Roland MARITON, situé sur la commune de LA BEGUDE DE MAZENC (26160), Paucière et Perlone, une parcelle de terre de 41 a 60 ca cadastrée section ZH n° 53, appartenant à l'indivision selon attestation de propriété de Maître Régis GARDEN, notaire à Montélimar, le 28 novembre 2006 publié le 19 décembre 2006, vol. 2006P, numéro 8318,

sur la mise à prix de 4.000 euros, avec, en cas de carence d'enchères, faculté de baisse d'un quart puis d'un tiers, séance tenante, sans nouvelles publicité,

Dit que la vente interviendra sur les poursuites de la partie la plus diligence, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, et notamment du dépôt d'un cahier des charges par tout avocat territorialement compétent,

Dit qu'à défaut d'accomplissement de ces formalités dans un délai de six mois le défendeur sera autorisé à y procéder,

Condamne Monsieur Roland MARITON à payer la somme de 1444 50 € correspondant à sa quote part au titre des frais d'administration,

Condamne Monsieur Roland MARITON à payer la somme de 594 09 €

Déboute les parties de leurs fins, prétentions et demandes plus amples ou contraires,

Condamne Monsieur Roland MARITON aux entiers dépens de l'instance,

Dit que les dépens seront distraits au profit de Maître BERGOUNIOUX sur son affirmation de droit, conformément aux dispositions de l'article 699 du code de procédure civile,

Condamne Monsieur Roland MARITON à payer la somme de 2000 € au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

Rappelle qu'en application de l'article 514 du code de procédure civile, pour les instances introduites à compter du 1^{er} janvier 2020, la présente décision est de droit exécutoire, à titre provisoire,

Ainsi jugé et prononcé le jour, mois, an susdits par la présidente assistée de la greffière

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT "

DESCRIPTION DES BIENS A VENDRE :

Le procès-verbal de description des lieux dressé les 19 et 25 août 2025 par Maître DUMONT de la SCP DUMONT – LAURENT, Commissaires de Justice à MONTELIMAR, est annexé au présent cahier des conditions de vente.

Il a, en outre, été dressé le 25 août 2025 par le Cabinet JURITEC les états ou constats annexés au présent cahier des conditions de vente, savoir :

- *constat de risque d'exposition au plomb pour tout logement construit avant le 1er janvier 1949 (C. sant. publ. art. L. 1334-5 et L. 1334-6. – R 1334-3-' à R. 1334-11) : **bien non concerné***

- ***état amiante** pour tout bâtiment dont le permis de construire est antérieur au 1er juillet 1997 (C. sant. publ. art. L. 1334-7 et L. 1334-13. – R. 1334-24),*

- ***état des risques naturels et technologiques** pour tout bien ou terrain (C. env., art. L. 125-5 ; D. n° 2005-134, 15 févr. 2005) et **état des risques et pollutions** ;*

*lors de la vente d'un logement et de la plupart des autres locaux ou bâtiments, un **diagnostic de performance énergétique (DPE)**, destiné à informer l'acheteur sur les niveaux de consommation d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre du logement, doit être produit (CCH, art. L. 134-1 et L. 134-3 – R. 134-1 et s.) ; à compter du 1er novembre 2007, **état des installations intérieures de gaz et d'électricité** pour tout logement dont les installations remontent à plus de quinze ans (CCH, art. L. 134-6 et L. 134-7 – R. 134-6 à R. 134-9).*

-certificat de surface

-un rapport du SPANC sera annexé ultérieurement.

EXTRAITS DE LA MATRICE CADASTRALE délivrés le 23/06/2025 :

Département de la Drôme. - Commune de LA BEGUDE DE MAZENC

section ZK n° 410, lieudit 165 impasse de BRIVE, pour une contenance de 00ha 44a 19ca, provenant de la division d'une parcelle cadastrée section ZK n° 102

section ZK n° 411, lieudit 165 impasse de BRIVE, pour une contenance de 01ha 3a 61 ca, provenant de la division d'une parcelle cadastrée section ZK n° 102

section ZH n° 53 lieudit PAUCIERE ET PERLONNE pour une contenance de 00ha 41a 60ca

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

Attestation après décès de Maître GARDEN REGIS, notaire à MONTELIMAR, du 28/11/2006 publiée le 19/12/2006 au service de la publicité foncière de Valence sous le numéro 2604P02 2006P8318

Acte rectificatif a été établi de Maître GARDEN REGIS, notaire à MONTELIMAR de la formalité initiale du 19/12/2006 sous le numéro 2604P02 vol 2006P n°8318 , publié le 12/03/2012 sous le numéro 2604P02 2012P2095

Extinction de l'usufruit par le décès de Monsieur Jean Gabriel MARITON, né à PONT DE BARRET (26160) le 12 février 1923, décédé le 14 octobre 2010 à Montélimar

ORIGINE ANTÉRIEURE

DONATION suivant acte reçu par Maître GOUGNE, notaire à LA BEGUDE-DE-MAZENC, le 23 septembre 1977, dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de VALENCE 26, le 28 octobre 1977, volume 1012 numéro 14

Une attestation rectificative a été établie par ledit notaire le 6 janvier 1978 et publiée audit bureau des hypothèques le 21 février 1978 volume 1057 numéro 12.

RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

Les notes de renseignements d'urbanisme sont annexées au présent cahier.

DROIT DE PRÉEMPTION

NÉANT

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1ER - CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des charges et conditions de la vente s'applique à une vente sur adjudication ordonnée par le Tribunal dans le cadre général des dispositions des articles 1271 à 1281 du Code de procédure civile et de celles du Code des procédures civiles d'exécution.

ARTICLE 2 - ÉTAT DE L' IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre les parties pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre. L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

ARTICLE 3 - BAUX ET LOCATIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle des baux, locations et occupations relatées par ailleurs. Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient pu payer d'avance et qui auront été déclarés. À défaut de cette déclaration, l'acquéreur tiendra compte aux locataires des loyers qu'ils justifieront avoir régulièrement payés d'avance ou dépôts de garantie de toute nature et il en retiendra le montant sur le prix principal de sa vente. Il fera également son affaire personnelle de tout droit locatif ou occupation qui se révélerait et qui n'aurait pas été porté à la connaissance du poursuivant. L'acquéreur sera subrogé tant activement que passivement dans les droits, obligations et actions des vendeurs tels qu'ils résultent de la loi, qu'il y ait eu ou non déclaration à ce sujet dans le présent cahier des charges et conditions de vente, sans aucune garantie ni recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur.

ARTICLE 4 - PRÉEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILÉS

Les droits de préemption, de substitution et assimilés s'imposeront à l'acquéreur. Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 5 - ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des charges et conditions de vente. La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance. L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente. En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit aux vendeurs à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts. En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 6 - SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre le poursuivant, l'avocat rédacteur ou les vendeurs.

CHAPITRE II - ENCHÈRES

ARTICLE 7 - RÉCEPTION DES ENCHÈRES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie. Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients.

S'il y a surenchère, la consignation ou la caution bancaire est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

Article R322-39 du code des procédures civiles d'exécution Ne peuvent se porter enchérisseurs, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées : 1° Le débiteur saisi ; 2° Les auxiliaires de justice qui sont intervenus à un titre quelconque dans la procédure ; 3° Les magistrats de la juridiction devant laquelle la vente est poursuivie.

Article R322-40 du code des procédures civiles d'exécution Les enchères sont portées par le ministère d'un avocat inscrit au barreau du tribunal judiciaire devant lequel la vente est poursuivie. Celui-ci ne peut être porteur que d'un seul mandat.

Article R322-41 du code des procédures civiles d'exécution Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre ou de la Caisse des dépôts et consignations selon les indications du cahier des conditions de vente, représentant 10 % du montant de la mise à prix, sans que le montant de cette garantie puisse être inférieur à 3 000 €. Le récépissé reproduit les dispositions des troisième et quatrième alinéas du présent article. La somme encaissée par le séquestre ou la Caisse des dépôts et consignations est restituée dès l'issue de l'audience d'adjudication à l'enchérisseur qui n'a pas été déclaré adjudicataire. Lorsque l'adjudicataire est défaillant, la somme versée ou

la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article R322-42 du code des procédures civiles d'exécution Les frais de poursuite dûment justifiés par le créancier poursuivant et, le cas échéant, par le surenchérisseur sont taxés par le juge et publiquement annoncés avant l'ouverture des enchères. Il ne peut rien être exigé au-delà du montant de la taxe. Toute stipulation contraire est réputée non écrite.

Article R322-43 du code des procédures civiles d'exécution Le juge rappelle que les enchères partiront du montant de la mise à prix fixé, selon le cas, dans le cahier des conditions de vente ou par la décision judiciaire prévue au deuxième alinéa de l'article L. 322-6.

Article R322-44 du code des procédures civiles d'exécution Les enchères sont pures et simples. Chaque enchère doit couvrir l'enchère qui la précède.

Article R322-45 du code des procédures civiles d'exécution Les enchères sont arrêtées lorsque quatre-vingt-dix secondes se sont écoulées depuis la dernière enchère. Ce temps est décompté par tout moyen visuel ou sonore qui signale au public chaque seconde écoulée. Le juge constate sur-le-champ le montant de la dernière enchère, laquelle emporte adjudication.

Article R322-46 du code des procédures civiles d'exécution L'avocat dernier enchérisseur est tenu de déclarer au greffier l'identité de son mandant avant l'issue de l'audience.

Article R322-47 du code des procédures civiles d'exécution A défaut d'enchère et lorsque le montant de la mise à prix a été modifié par le juge, le bien est immédiatement remis en vente sur baisses successives de ce montant, le cas échéant jusqu'au montant de la mise à prix initiale.

Article R322-48 du code des procédures civiles d'exécution Les dispositions de la présente section sont prescrites à peine de nullité de l'enchère soulevée d'office. Toute nouvelle enchère régulièrement portée couvre la nullité des enchères précédentes. La nullité de la dernière enchère entraîne de plein droit la nullité de l'adjudication.

Article R322-49 du code des procédures civiles d'exécution Les contestations relatives à la validité des enchères sont formées verbalement à l'audience, par ministère d'avocat. Le juge statue sur-le-champ et, le cas échéant, reprend immédiatement les enchères dans les conditions prévues à l'article R. 322- 43.

ARTICLE 8 - GARANTIE À FOURNIR PAR L'AQUÉREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros. La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur. Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 9 - SURENCHÈRE

La surenchère est régularisée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente. La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée. En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder. L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère. L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères. Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 10 - RÉITÉRATION DES ENCHÈRES

À défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou des parties, aux conditions de la première vente. Si le prix de la nouvelle vente est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution. L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la 1ère audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de 2 mois suivant la 1ère vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de 5 points à l'expiration d'un délai de 4 mois à compter de la date de la 1ère vente définitive. En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne

pourra prétendre à la répétition des sommes versées. Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux vendeurs. L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III - VENTE

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DE PROPRIÉTÉ

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption. L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien. Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article R322-59 des procédures civiles d'exécution Outre les mentions prescrites pour tout jugement, le jugement d'adjudication vise le jugement d'orientation, les jugements tranchant les contestations et le cahier des conditions de vente. Il désigne le créancier poursuivant et, le cas échéant, le créancier subrogé dans ses droits. Il mentionne les formalités de publicité et leur date, la désignation de l'immeuble adjudgé, les date et lieu de la vente forcée, l'identité de l'adjudicataire, le prix d'adjudication et le montant des frais taxés. Il comporte, le cas échéant, les contestations qu'il tranche.

Article R322-62 du code des procédures civiles d'exécution Le titre de vente est délivré par le greffier à l'adjudicataire. Il l'est également, à sa demande, au créancier poursuivant pour procéder aux formalités de publicité du titre à défaut de diligence à cet effet par l'adjudicataire. Si la vente forcée comprend plusieurs lots, il est délivré une expédition par acquéreur.

ARTICLE 12 - DÉSIGNATION DU SÉQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des avocats ou sur le compte CARPA près le Tribunal devant lequel la vente est poursuivie.

ARTICLE 13 - VERSEMENT DU PRIX DE VENTE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu. Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt. Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication. Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication. La somme séquestrée entre les mains du séquestre désigné produira intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et Consignations au profit des parties, à compter de l'encaissement du prix jusqu'au paiement des sommes distribuées. En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits. L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Article R322-66 du code des procédures civiles d'exécution A défaut pour l'adjudicataire de payer dans les délais prescrits le prix, les frais taxés ou les droits de mutation, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Article R322-72 du code des procédures civiles d'exécution L'adjudicataire défaillant de la vente initiale conserve à sa charge les frais taxés lors de cette adjudication. Passé un délai de deux mois suivant celle-ci, il est tenu des intérêts au taux légal sur son enchère jusqu'à la nouvelle vente. La personne déclarée adjudicataire à l'issue de la nouvelle adjudication doit les frais afférents à celle-ci.

ARTICLE 14 - PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES

L'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant la vente, en sus du prix de vente et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera

délivré par le greffe du Tribunal qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente. Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 15 - DROITS DE MUTATION L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire. Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire. L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 16 - OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUÉREURS Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS POSTÉRIEURES À LA VENTE

ARTICLE 17 - OBTENTION DU TITRE DE VENTE

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et de le faire signifier, dans le mois de sa délivrance et à ses frais, aux parties venderesses, et aux autres parties éventuellement constituées, au cabinet de leur avocat, à domicile élu ou, à défaut, à domicile réel. Faute par lui de satisfaire à cette condition, les vendeurs pourront se faire délivrer par le greffe du Tribunal le titre de vente, aux frais de l'acquéreur, trois jours après une sommation d'avoir à justifier de l'exécution des clauses et conditions du cahier des conditions de vente.

ARTICLE 18 - PUBLICATION

Dans le mois de la délivrance du titre de vente, l'avocat de l'acquéreur sera tenu, en se conformant aux prescriptions de la loi, de publier le titre de vente au bureau des hypothèques dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente, aux frais de l'acquéreur et à peine de réitération des enchères. À défaut de l'accomplissement des formalités prévues au paragraphe précédent dans le délai imparti, les avocats des vendeurs ou des créanciers pourront, sauf à se régler entre eux, procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur. À cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par la loi ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur, par acte du Palais ; lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification, à peine de réitération des enchères, celle-ci ne pouvant être arrêtée que par leur remboursement.

ARTICLE 19 - ENTRÉE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente n'entrera néanmoins en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, qu'à l'expiration du délai de surenchère et, en cas de surenchère, que le jour de la vente définitive.
- b) Si l'immeuble est loué en totalité, par la perception des loyers ou fermages, qu'à partir du premier jour du terme qui suivra cette vente, et, en cas de surenchère, qu'à partir du premier jour du terme qui suivra la vente définitive.
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans aucun recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions et indemnités d'occupation qui s'avèreraient nécessaires.

La présente clause s'applique à la surenchère faite par un créancier inscrit, dans les termes des articles 2480 du Code civil et 1281-14 du Code de procédure civile, sauf à lui, à se régler avec l'acquéreur dépossédé en ce qui touche les fruits par lui perçus.

ARTICLE 20 - CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente. Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente. En ce qui concerne la taxe foncière, il la

remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 21 - TITRES DE PROPRIÉTÉ

Le titre de vente consiste dans l'expédition du présent cahier des charges et conditions de la vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement constatant la vente. Pour les titres antérieurs, l'acquéreur est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

ARTICLE 22 - PURGE DES INSCRIPTIONS

La vente sur licitation n'emporte pas purge de plein droit des inscriptions hypothécaires grevant l'immeuble. S'il y a lieu de purger les inscriptions hypothécaires parce que le prix de vente est insuffisant pour les régler toutes, le coût de la procédure de purge sera à la charge de l'acquéreur. Sauf surenchère d'un créancier inscrit, les frais de radiation des inscriptions ainsi purgées sont avancés par l'acquéreur mais lui seront remboursés, dans le cadre de la distribution du prix, par priorité et au bénéfice du privilège accordé aux frais de justice par l'article 2375-1 du Code civil.

ARTICLE 23 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le juge délégué pour recevoir les enchères devant lequel la vente est poursuivie sera seul compétent pour connaître des contestations relatives à la rédaction du présent cahier des charges et au déroulement des enchères. Le Tribunal judiciaire devant lequel la vente est poursuivie sera seul compétent pour connaître des contestations relatives à l'exécution de la vente et à ses suites, quels que soient la nature desdites contestations et le lieu du domicile des parties intéressées.

CHAPITRE V - CLAUSES SPÉCIFIQUES

ARTICLE 24 - IMMEUBLE EN COPROPRIÉTÉ

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994). Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant. L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 25 - IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devrait notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004- 632 du 1er juillet 2004 ; cette notification doit être faite dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 26 - CLAUSE D'ATTRIBUTION

Quand la décision qui a ordonné la vente aux enchères aura expressément autorisé l'insertion de la présente clause dans le cahier des charges et conditions de la vente, le colicitant adjudicataire qui voudra en bénéficier en fera mention dans sa déclaration d'adjudication. En ce cas, cette déclaration vaudra engagement de sa part de se voir attribuer l'immeuble, et de la part des autres colicitants de le lui attribuer, dans le partage définitif pour la somme indiquée au jugement d'adjudication et d'en faire remonter les effets au jour fixé pour l'entrée en jouissance. En ce cas, le colicitant adjudicataire sera redevable du prix de l'immeuble dans le cadre du partage définitif, sous déduction de sa part dans la succession et sous réserve des droits des créanciers.

ARTICLE 27 - CLAUSE DE SUBSTITUTION

En cas de vente de droits indivis, comme en cas de licitation de biens indivis avec l'accord de tous les indivisaires ou à défaut de contestation de la présente clause, chaque indivisaire peut se substituer à l'acquéreur dans un délai d'un mois à compter de l'adjudication par déclaration au greffe du Tribunal ayant constaté la vente.

ARTICLE 28-PAIEMENT PROVISIONNEL

Passé le délai de trois mois, après l'adjudication définitive, le créancier hypothécaire de premier rang ou devenu de premier rang du fait du règlement d'un créancier privilégié pourra, par l'intermédiaire de son avocat demander au Bâtonnier, dans la limite des fonds séquestrés et sous déduction des frais prévisibles de poursuite d'ordre et de radiation des inscriptions, le paiement provisionnel de sa créance. A l'appui de sa demande il devra fournir :

- Un état hypothécaire datant de moins de trois mois ou la copie de l'état sur saisie.
- La justification de la notification de la demande de règlement provisionnel par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chacun des autres créanciers inscrits et à la partie saisie, ladite notification prévoyant un délai de 15 jours pour s'opposer au règlement par le séquestre.
- Une caution bancaire sauf s'il s'agit d'une banque ou d'un établissement assimilé.
- Un engagement de donner quittance et mainlevée de l'inscription lors de l'attribution définitive.

Le séquestre ne pourra faire droit à la demande qu'à l'expiration d'un délai de 15 jours de la dernière des notifications. Au cas de contestation par une partie intéressée à la distribution du prix d'adjudication, il est d'ores et déjà donné compétence au Juge des Référé du Judiciaire ayant prononcé l'adjudication ou au Juge aux ordres délégataire du Président pour statuer, sur l'attribution provisionnelle des fonds au créancier de premier rang ou qualifié tel, ou la restitution de l'indu dans le cas où le créancier aurait manifestement été réglé à tort. L'attribution définitive de la somme réglée par le séquestre n'interviendra que dans le cadre des procédures prévues par la loi. Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 29- PROHIBITION DE DETERIORER L'IMMEUBLE VENDU

Avant le paiement intégral du prix, l'adjudicataire ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition, ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de folle enchère.

ARTICLE 30- MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le Tribunal, soit :

LOT N° 1 :

SUR LA MISE A PRIX DE : 130 000,00 € (cent trente mille euros)

Avec en cas de carence d'enchères, faculté de baisse d'un quart puis d'un tiers
séance tenante, sans nouvelles publicité
outre les charges et conditions de la vente.

LOT N° 2 :

SUR LA MISE A PRIX DE : 15 000,00 € (quinze mille euros)

Avec en cas de carence d'enchères, faculté de baisse d'un quart puis d'un tiers
séance tenante, sans nouvelles publicité
outre les charges et conditions de la vente.

LOT N°3 :

SUR LA MISE A PRIX DE : 4 000,00 € (quatre mille euros)

Avec en cas de carence d'enchères, faculté de baisse d'un quart puis d'un tiers
séance tenante, sans nouvelles publicité
outre les charges et conditions de la vente.

Fait et rédigé par Maître Florence SERPEGINI Avocat au barreau de la Drôme

le

liste des pièces annexées

Jugement, signification, arrêt, acquiescements, certificat de non pourvoi

Demande 3233

Acte de naissance de Monsieur Roland André MARITON

Attestation après décès, acte rectificatif et acte de décès de l'usufruitier

Relevé de propriété

ZH 53 extrait cadastral modèle 1 et renseignements d'urbanisme avec plans

ZK 410 extrait cadastral modèle 1 et renseignements d'urbanisme avec plans

ZK 411 extrait cadastral modèle 1 et renseignements d'urbanisme avec plans

Procès Verbal Descriptif & dossier de diagnostics techniques avec états des
risques

Addendum du 5 janvier 2026 au procès-verbal descriptif des 19 et 24 août 2025